

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Étendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 144 DU 6 JUIN 2017
MODIFIANT L'ANNEXE D

NOR : ASET1750603M

Entre
CPME
MEDEF
U2P

D'une part, et

CGT
CFDT
CGT-FO
CFTC
CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'annexe D à l'accord du 8 décembre 1961 intitulée « Contribution de maintien des droits et indemnité de démission » est modifiée comme suit :

L'article 1^{er} de l'annexe D intitulé « Contribution due par l'entreprise au titre du maintien des droits » est désormais libellé comme suit :

« 1. En cas de réduction du taux de cotisation

Dans les cas de réduction du taux (ou de l'assiette) de cotisation, visés aux articles 14 et 16 de l'accord, les droits des salariés et anciens salariés sont maintenus en contrepartie du versement par l'entreprise d'une contribution.

Cette contribution représente la somme des valeurs actuelles probables des charges d'allocations viagères qui résulteront des droits maintenus.

Les droits maintenus sont les droits directs et les droits de réversion, afférents à toutes les périodes, cotisées ou non, antérieures à la date d'effet de la réduction du taux (ou de l'assiette) de cotisation, validées au titre de l'entreprise. Ils correspondent à la totalité des points se rapportant à ces périodes,

liquidés ou non, et calculés sur la base de la fraction de taux (ou d'assiette) de cotisation faisant l'objet de la réduction.

Le montant (S) de la contribution est donné par la formule suivante :

$$S = \alpha \times \text{COT}$$

dans laquelle :

- α représente la valeur du taux d'actualisation du régime, fixé annuellement par la commission paritaire ;
- COT représente le montant annuel moyen, en euros, des cotisations appelées à l'entreprise au titre des 5 années précédant celle au cours de laquelle la demande de réduction des cotisations est formulée.

La contribution est versée en une seule fois, lors de la réduction du taux ou de l'assiette. Cependant, en cas d'accord entre l'entreprise et l'institution, le versement de la contribution peut être étalé par décision du conseil d'administration de l'institution sur une durée ne pouvant excéder 10 ans. Le calcul des paiements périodiques prend en compte un taux d'actualisation.

À défaut d'un accord au sein de l'entreprise prévoyant la résiliation partielle assortie du versement de la contribution susvisée, une réduction de taux (ou d'assiette) de cotisation ne peut intervenir que dans les conditions de démission fixées à l'article 14 de l'accord et à l'article 2 de la présente annexe. »

Le 2 de l'article 1^{er} intitulé « En cas de constitution d'un groupe fermé » est inchangé.

L'article 2 intitulé « Indemnité due par l'entreprise en cas de démission » reste inchangé.

Il est créé un article 3 libellé comme suit :

« Les dispositions visées aux 1 et 2 de la présente annexe sont mises en œuvre par les institutions d'adhésion des entreprises.

Par dérogation, ces dispositions sont mises en œuvre par l'ARRCO dans les situations suivantes :

- demande de réduction ou de démission portant sur un montant annuel de cotisations supérieur à 10 millions d'euros ;
- demande d'un secteur professionnel par accord de branche.

Les demandes de démission excluant le maintien de l'application de l'accord sont présentées à l'examen de la commission paritaire pour décision. »

Fait à Paris, le 6 juin 2017.

(Suivent les signatures.)